

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18188 - 71ÈME ANNÉE

Hausse du PIB mais aussi du chômage et des importations

La croissance ne sert pas le développement de La Réunion

À La Réunion, la croissance a rebondi à 3,1 % en 2014, selon le premier numéro de la revue INSEE Conjoncture Réunion diffusé hier. Notre île est loin de retrouver son niveau d'avant la casse des grands projets par Didier Robert et ses amis. Elle ne suffit donc pas à espérer une inversion de la courbe du chômage. En décembre 2014, 174.510 Réunionnais étaient inscrits à Pôle emploi, contre 169.020 un an plus tôt, soit une hausse de 3,2 %.



Le lobby du tout-automobile est un grand bénéficiaire de la hausse de la croissance.

L'INSEE a présenté hier le premier numéro d'une nouvelle publication : INSEE Conjoncture Réunion. Elle est consacrée au Bilan économique 2014, avec pour titre « La Réunion renoue avec la croissance ». En valeur absolue, le Produit intérieur brut était égal à 17,17 milliards d'euros, en hausse de 3,1 % par rapport à 2013. C'est la consommation qui est le moteur de cette croissance, avec près de 11 milliards venant des ménages, en hausse de 2,8 %, et celle des adm-

nistrations publiques, 7,24 milliards en hausse de 2,5 %. L'investissement augmente de 6,8 %, avec la hausse des dépenses de la Région pour faire avancer le projet de la Nouvelle route du littoral.

L'INSEE constate également que la masse salariale a augmenté de 4,4 %, dont 4,7 % dans le privé et 3,8 % dans le public et parapublic. Le Bilan économique rappelle d'ailleurs le chiffre de la croissance de l'emploi marchand : 3,7 % en 2014. Il y a plus de salariés, donc plus de salaires versés.

Les revenus tirés du RSA connaissent une plus forte hausse : +7,9 %. Par contre, les retraites ne suivent pas, avec une augmentation moyenne de 1,9 %. Les versements ASSÉDIC sont en diminution de 5,8 %, une tendance expliquée en particulier par l'allongement de la durée moyenne des contrats-aidés.

Les revenus de la canne à sucre stagnent

Le PIB progresse de 3,1 % en volume

Le PIB et ses principales composantes

	2014 ^(e) (en milliards d'euros)	Évolution 2013/2014		
		Volume	Prix	Valeur
			(en %)	
Produit intérieur brut	17,17	3,1	0,0	3,1
Consommation des ménages	10,95	2,7	0,1	2,8
Conso. des adm. publiques	7,24	2,3	0,2	2,5
Investissement	3,88	6,8	1,0	7,9
Importations	4,87	6,2	-1,2	5,0
Exportations	0,50	-2,7	0,3	-2,4
Dépense des touristes	0,29	-5,2	0,0	-5,2

Source : Cerom, comptes rapides (base 2005). (e) : estimation.

À la dernière séance plénière de la Région, l'Alliance a été la seule à s'opposer à Didier Robert.

Dans l'agriculture, la croissance de 7,5 % du revenu agricole s'explique surtout par une baisse de 2,9 % du coût des matières premières. En valeur, la production reste stable, avec un total de 400 millions d'euros. La canne à sucre a dégagé un revenu de 131,1 millions d'euros, en hausse de 0,3 % par rapport à 2013.

Cette hausse des revenus s'accompagne d'une augmentation de 2,5 % du pouvoir d'achat en global, et de 1,8 % par habitant. L'INSEE constate la plus forte augmentation du pouvoir d'achat depuis le début de la crise.

Manifestement, la hausse de la consommation et du pouvoir d'achat profite avant tout aux importations, en augmentation de 5 %. Sur les 4,6 milliards d'euros de marchandises importées, 58 % des importations en valeur viennent de la France, « principalement des biens de consommation non durables (tels que les produits alimentaires), des biens d'équipement, notamment des véhicules de tourisme, ou encore des biens intermédiaires ». L'INSEE rappelle que les achats de carburant ont coûté 439 millions d'euros. Quant aux importations de voitures, elles étaient en hausse de plus de 9 % en 2014. En dehors de la France, l'ensemble des 27 autres pays de l'Union européenne sont le troisième fournisseur de La Réunion, à hauteur de 14 % « principalement pour des véhicules de tourisme et des denrées alimentaires ». 72 % des importa-

tions proviennent donc de la région du monde où les prix sont les plus élevés.

Les importateurs grands gagnants

Ces données sont importantes pour le débat sur l'égalité réelle. Avec 3,1 % de croissance, La Réunion se situe au niveau d'un pays émergent, soit bien au-dessus de la norme des pays de l'Union européenne. Malgré cette croissance relativement importante, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi a continué à augmenter en 2014. Il est passé de 169.020 personnes au 31 décembre 2013 à 174.510 au 31 décembre 2014, selon les données publiées par Pôle emploi.

Cela pose la question de savoir à qui profite cette croissance. Compte-tenu des valeurs relevées, force est de constater que cette croissance à La Réunion permet de soutenir des économies exogènes. La hausse du pouvoir d'achat s'accompagne en effet d'une croissance des importations, en particulier des automobiles. C'est bien tout le problème du modèle de développement qui revient sur le devant de la scène. Le choix de supprimer de train, puis de refuser de le reconstruire en 2010 oriente la consommation vers l'achat de produits coûteux, polluants, d'une durée de vie limitée et dont le

recyclage reste à la charge des Réunionnais.

La décision de concentrer les investissements sur une route en mer au lieu de relancer le train va encore accentuer ce transfert de richesses de La Réunion vers l'Europe et en particulier la France.

Une croissance artificielle

Les données publiées hier soulignent aussi la fragilité de cette croissance. En dehors de la consommation, les statistiques de l'investissement sont biaisées par le projet de route en mer. L'INSEE explique que la Région Réunion a inscrit 200 millions de crédits en 2014 pour cette réalisation. Tous les jours, les usagers de la route du littoral peuvent donc s'interroger sur le rapport qualité-prix de cet investissement. 200 millions d'euros pour quelques grues posées sur des galets... Tout concourt pourtant à la remise en cause d'un projet pharaonique et inutile qui cumule les catastrophes environnementales, financières et sociales.

Une seule donnée suffit à tout faire écrouler, c'est l'annonce d'une hausse de 6 mètres du niveau de la mer d'ici 2100. Si jamais les partisans de la route en mer arrivent à leur fin, alors au moment de l'ouverture de la NRL le niveau de l'océan Indien aura déjà grimpé de plus d'un mètre série en cours. C'est justement la valeur base des calculs pour les digues et viaducs. Qui oserait donc s'aventurer sur un ouvrage qui n'est pas prévu pour résister à une élévation supérieure à un mètre du niveau des océans ?

Parmi les critères pouvant définir l'égalité réelle, il existe celui de l'alignement du PIB par habitant sur celui de la France. Cela suppose donc le maintien pendant plusieurs années d'une croissance plus forte à La Réunion qu'en Europe pour arriver à cette égalité.

Le dernier bilan économique rappelle que la structure de La Réunion aboutit à une répartition bien inégale des fruits de cette croissance, car le nombre de demandeurs d'emploi continue à augmenter.

M.M.

Edito

Leçons grecques à l'attention des élus du futur

Les Grecs ont montré leur détermination à vouloir participer à l'avenir de leur pays. Massivement. La participation au référendum est montée à 62 %. Ce qui donne une forte légitimité à la victoire du NON. Les créanciers sont prévenus. Vont-ils en tenir compte ou alors continuer à spéculer sur la tête des Grecs ?

Les jours qui viennent seront décisifs. Ce qui apparaissait impossibles ces derniers temps pourrait être dépassé car aucun créancier ne peut ignorer le poids de l'opinion dans cette affaire. Le Premier ministre et son ministre des Finances ont placé la barre très haute. Désormais les créanciers vont devoir négocier dos face au mur du référendum. En filigrane, cet échec des Européens ravi Moscou qui compte les points en ce moment mais attend inévitablement des rebondissements.

En effet, cette situation grecque a relégué l'Ukraine en second plan. Cela ne veut pas dire qu'il ne se passe rien mais les maîtres de ce monde continuent à manipuler les médias. Désormais, tout est orienté sur les troubles en Arménie, membre de UEEA (Union économique eurasiatique), dont l'assemblée aura lieu à Oufa les 8 et 9 juillet. C'est la dernière tentative des Occidentaux pour jeter le trouble sur la tenue des rencontres de Oufa qui verra le monde du

futur en plein développement. A Oufa, il n'y aura aucun officiel occidental, aucun Américain, aucun Canadien. Encore moins de Japonais.

Enfin, difficile, également, pour la BCE de faire croire qu'elle ait pu acheter pour 1100 milliards de dettes pourries (les fameux QE, quantitative easing) et ne faire aucun geste vis-à-vis d'un pays membre en difficulté.

La pression est donc totale sur le dos des dirigeants de l'Union européenne. Ils auront en tête la proposition faite à Tsipras, lors de sa dernière visite en Russie. Les représentants grecs ont montré jusqu'ici à quoi servait un pouvoir que le peuple vous a confié.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

La NRL masque une chute de près de 10 % du chiffre d'affaires

Les choix de la Région plombent le BTP

L'arrêt du tram-train et la remise en cause du projet Perben de route du littoral ont porté un rude coût au BTP. Le secteur est encore loin de retrouver le niveau qu'il avait quand Didier Robert a donné le signal de la casse des grands chantiers en 2007 au Tampon. La hausse de 6,6 % est due au projet de route en mer, alors que les matériaux pour la construire ne sont pas disponibles, et qu'elle est de plus en plus contestée. Sans ce projet, le chiffre d'affaires du BTP a reculé de près de 10 %, précise le Bilan économique 2014 de l'INSEE publié hier. C'est une véritable catastrophe. Voilà de quoi faire réfléchir ceux qui ont cru aux promesses de 2010.



200 millions de crédits prévus en 2014, pour quel résultat ?

Projet contestable et contesté, la nouvelle route du littoral a manifestement été lancée sans que la question des matériaux ne soit réglée. De plus, la NRL accumule les atteintes à l'environnement, ce qui fragilise encore plus le projet. Le bilan économique fait apparaître un choix de la Région Réunion : concentrer les moyens sur le projet de route en mer. En effet, à part la NRL, « les crédits de paiement dédiés par la Région aux autres travaux baissent de 41 % ». En 2014, la Région Réunion a dépensé 200 millions d'euros pour payer les travaux du projet pharaonique. Les dernières données satellitaires annoncent une hausse du niveau de la mer de 6 mètres. Cette hypothèse n'a pas été prise en compte par les

partisans de la route en mer. D'où des lendemains difficiles quand la réalité finira pas s'imposer. À la différence de Paul Vergès, Didier Robert a été le président de l'immobilisme à la Région Réunion : aucun lycée construit en 5 ans, aucune nouvelle route, seul le pont de la rivière Saint-Etienne lancé par l'ancienne majorité a été inauguré. La Région Réunion a préféré orienter ses dépenses dans une aide aux vacances de 31 millions d'euros rien que pour cette année pour subventionner des billets d'avion, selon les chiffres de l'Alliance. La collectivité a aussi préféré subventionner les vendeurs d'ordinateurs à hauteur de 9 millions d'euros par an (500 euros de bon d'achat pour une machine). Sur 5 ans, ce sont 45 millions d'euros qui sont envolés, soit

l'équivalent de la part régionale dans la construction de deux lycées.

Ce sont autant de fonds qui échappent à l'investissement et donc à l'emploi, en particulier pour le BTP.

En effet, l'activité du BTP à La Réunion ne se résume pas à la route en mer. En dehors des tonnes de galets jetées à la mer à La Possession et à la Grande Chaloupe, l'année 2014 a été catastrophique pour le BTP. Son chiffre d'affaires a reculé de 9,8 % sur un an. « Le domaine des travaux publics est fragilisé, avec une baisse de 27 % des consultations dans le cadre des marchés publics, tandis que le secteur du bâtiment est mieux orienté (+7 % par rapport à 2013). Du côté des bâtiments résidentiels, les travaux générés par le logement social sont en baisse en 2014, tandis que le logement privé reste atone ».

M.M.

Baisse de 39 % des mises en chantier de logements locatifs

En mai dernier, le Premier ministre était à La Réunion où il a notamment fait la promotion du Plan logement soutenu par l'État. Ce secteur a en effet bien besoin d'être relancé. L'INSEE note une baisse de 39 % des mises en chantier de logement. Dans le détail, « 2907 logements sociaux, y compris les prêts sociaux location-accession ont été mis en chantier dont 2.582 logements neufs et 325 réhabilités. Le bilan 2014 est inférieur de moitié aux prévisions qui tablaient sur la mise en chantier de 5220 logements.

Contre l'avancée du désert de Gobi : une méga muraille verte

La Chine entreprend depuis quelques années la construction d'une nouvelle muraille, mais cette fois cette muraille sera verte : 4500 km de long et 500000 km² de superficie. Le but premier de cette forêt est de contrarier le désert de Gobi dans sa progression effrayante : il avale en effet 2500km² par an de terre arable. Le premier objectif de cette forêt est donc de défendre les terres arables contre l'avancée du désert. La lutte contre le réchauffement climatique qui pourrait être associée à ce premier objectif apparaît plus aléatoire.

Cent milliards d'arbres en 2050.

La muraille verte devrait couvrir, à son achèvement, trois provinces du nord de la Chine, en passant à la périphérie de Pékin, puis par la Mongolie intérieure, d'où son nom chinois : la « Forêt de protection des trois nords ». Le projet est né en 1978 et a commencé à être mis en œuvre à partir de 2003. On distingue deux phases : l'une concerne un encensement aérien des terres, et l'autre une incitation des paysans à convertir leurs terres agricoles en espaces boisés en échange d'une compensation financière. La forêt sera entourée d'une ceinture de plantes basses adaptées au sol sableux. Des recherches sur des plantes génétiquement modifiées(?), mieux à même de remplir leur mission de barrière contre le sable, sont également menées.

L'enjeu majeur de ce gigantesque projet est d'apporter des solutions aux problèmes que pose la désertification des terres en Chine. En plus d'empiéter sur les terres cultivables chinoises, la progression du désert est la cause de tempêtes de sable qui affectent également la Corée et le Japon. Chaque printemps, le « dragon jaune » selon les Chinois, ou « dust bowl » selon les Américains, détruit les récoltes, provoque jusqu'en ville des problèmes respiratoires et immobilise les transports aériens.

À l'origine du problème, il y a, comme c'est souvent le cas, l'homme.

Cette expansion du désert est en fait en partie due à la déforestation humaine liée à l'agrandissement des terres agricoles et à l'exploitation minière. Sur les 1.73 millions de km² de terres avalées par le désert, 530 000km² pourraient être récupérées. Cependant, à un rythme de

1 717 km² par an, il faudra attendre environ 300 ans avant que cet objectif ne soit atteint. Le succès que les Nations Unies prédisent à cette muraille végétale encourage le développement d'autres « Grands murs verts » tel que c'est le cas en Afrique, face à l'avancée du Sahara.

Ce que l'on qualifie déjà comme la « plus grande opération de reforestation du monde » ne se cantonne pas à être une « Grande Muraille de Chine », elle s'inscrit également dans une dimension mondiale. Avec ce projet, la Chine est à nouveau l'objet de tous les superlatifs, aussi bien élogieux que contradictoires. À la fois plus grand pays émetteur de gaz à effet de serre au monde (9,9 milliards de tonnes par an – Planèteoscope), elle est aussi maintenant le pays à l'origine du plus grand projet d'ingénierie écologique. De plus, la Chine est considérée comme l'une des zones les plus déforestées de la planète, les Chinois faisant partie des premiers consommateurs de bois au monde. Cependant, selon la Banque mondiale, elle est aujourd'hui le seul pays à augmenter la taille de ses forêts. Depuis 2008, elle a en effet planté 13 millions d'hectares selon l'administration forestière chinoise. Cela aurait contribué à absorber 0.8 millions de tonnes de CO₂ entre 2002 et 2003 (selon Yi Liu de l'Université New South Wales d'Australie). Le projet est ainsi amené à devenir la plus grosse « éponge de gaz carbonique » créée par l'homme.

Un projet en butte à de nombreuses critiques.

Elles portent sur la reforestation en monoculture qui favoriserait la contamination par la maladie. Ainsi, bien qu'ayant planté un nombre impressionnant d'arbres, le pays a perdu des centaines d'ha de forêts. Par ailleurs les espèces plantées seraient gourmandes en eau. Cette monumentale forêt artificielle montre que

la solution mise en œuvre par la Chine est à la hauteur de la mesure des problèmes écologiques auxquels elle fait face. Le choix des espèces d'arbres plantées en monoculture est notamment contesté. L'espèce concernée a été importée et est très demandeuse en eau. Les conséquences de cette absence de diversité végétale se font ressentir sur la biodiversité et la réduction des réserves d'eau. De plus cela en fait une plantation particulièrement vulnérable aux maladies.

.. De plus, d'un point de vue social, le programme ne considérerait pas suffisamment la question de la relocalisation des paysans et les compensations offertes n'égalent parfois pas la perte de la culture de leurs terres. La résolution du problème résiderait dans la mise en place de politiques plus générales telle que le souligne l'anthropologue américain Dee Williams. Cela pourrait peut-être consister dans le développement d'activités économiques en faveur de la protection des forêts, à l'image du potentiel touristique du parc naturel forestier créé à Tangwanghe dans la province Heilongjiang, au nord-ouest du pays.

La question de la lutte contre le réchauffement climatique.

La réponse n'est pas évidente et les experts sont partagés. Certains estiment que dans les premières années de leur croissance les arbres contribueraient plus au réchauffement climatique qu'à l'atténuation des températures. Une fois que les arbres ont grandi et que des sous-bois se sont installés la donne change. Par contre la lutte pour arrêter l'avancée du désert aurait beaucoup à gagner de l'installation durable d'une surface plantée en arbres d'une superficie correspondant à celle de La France. Le combat contre la désertification n'est pas gagné d'avance mais le pays s'y emploie.

Oté

K'i sèm lo van i ramas la tanpète !

Matant Zélida la ékri Justin :

Mon shèr nové, mon spès salté, rouj-de-fon dovan l'éternité, mi suiv azot dopi kék tan é mi konsta zot l'après èsèy fé pass lo prezidan Didier konm pli mové é zot konm sak na plis la vèrti. Sak lé pa bon avèk kréol sé sa : sak i fé lo bien pou zot, nana touzour in pé k'i trouv a rodir. L'èr-la zot i komans malparlé, malparlé, rakont tou sort espès de shoz san vérifyé si lé vré si lé pa vré. Nana in gran shèf laba, dann l'almagn nazi, té i di konmsa « Rakont mantèr ! Rakont mantèr ! Va touzour arès in n'afèr. Va tpouzour arès in tash ! ». Tok ! Pran sa pou toi.

Justin la fé pou répons :

Mon vyé matant k'i koz touzour la boush rouvèr ! Ou va éskiz amoin, mél o mansonz – sanm pou moin – sa, mi oi d'après mon l'espèryans sa sé in privilèz bann parti lé kont nou sa : kisoï la droit, kisoï mèm la gosh mé konm di lo kont in fos gosh. In pé i invant la mansonjri. Na d'ot i répète la mansonjri. Nana bann radyo avèk bann gran médyà i bate tambour la dsi. Aprés, kisa k'i soufèr ? Sé lo pèp k'i trink. Alor, si i ariv in zour ké baton i shanj de bout, i fo pa fé l'étoné ! Sirtou kan in pé i kroï zot lé tout pèrmi, konm si La Rényon lé a zot ! konm si La Frans lé a zot ! Tok ! Pran sa pou ou !

Matant Zélida la pa lès sa san riyin :

Si mi konpran aou bien na riyink bann rouj lé prop, lé z'ot lé pa prop. Konm di lo kont : alé manj m'a péyé don !

Justin la arfé pou répons

In provèrb fransé pou fini èk sa : Matant « k'i sèm lo van i ramas la tanpète ! » Mi lès aou réfléshi la dsi !

Justin

« Aforstan alé a l'o, kalbas i pète ! » - In kozman pou la rout

Sans prop : ou I sharoy delo dann kalbas, momandoné lo résipyan i viéyi, I fèl, épi I kas afors kongn kogné, bite bité. Sans figuré : afors fé in n'afèr k'i fo pa, fé épi arfé, in zour i ariv aou dézagréman. In légzanp : demoun I abiz. I abiz in foi, I abiz dé foi, I pran in l'abitid abizé. Ala in zour, ala traka pou l'abizèr. Kosa zot I anpans dé sa zot ? Arien ditou ? Fé travay z'ot koko ! Fébouy z'ot matyèr griz ! Zot va oir si rabnt-rant, ni tonm pa tazantan dakor rantre nou.